

RECONNAISSANCE DES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Alger salue le geste de Hollande, la droite parisienne fulmine

Mercredi, le jour même où François Hollande déclarait que son pays reconnaît avec lucidité les massacres du 17 Octobre 1961, le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, a salué les bonnes intentions affichées par la France. Si Alger a applaudi tout naturellement à ce pas franchi par la France vers la reconnaissance de ses crimes coloniaux, Paris a vécu une veille de week-end politiquement bouillonnante.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - François Hollande a finalement eu l'audace politique qui manquait à ses prédécesseurs, Jacques Chirac d'abord et Nicolas Sarkozy ensuite.

Mercredi dernier, il engageait solennellement la République française sur la voie de la reconnaissance de ses crimes coloniaux en Algérie, en reconnaissant «avec lucidité» les massacres du 17 Octobre 1961.

Un acte salué par les autorités algériennes qui, depuis plusieurs années, réclament de la France une présentation d'excuses, voire la repentance pour ses crimes coloniaux.

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a salué le geste de la France depuis le Sénat où il se trouvait pour la présentation du plan d'action de son gouvernement. Peu de temps après, c'était le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, qui twittait la satisfaction des AE.

«Par la voix de son président, la France a rendu hommage à la mémoire des victimes de la répression sanglante du 17 Octobre 1961 en reconnaissant cette tragédie. Nous saluons cette prise de position, a-t-il écrit, poursuivant : «Cette position de M. Hollande rejoint la volonté exprimée par les plus hautes autorités des deux pays de se tourner vers l'avenir en exorcisant le passé à travers un examen lucide, courageux et objectif de notre histoire commune.» Pendant que les autorités algériennes et la classe politique prenaient acte du geste de François Hollande, en France, les partis de droite sont vite montés au front et ont ouvert les hostilités politiques avec Hollande et le Parti socialiste. François Fillon, Premier ministre sous Nicolas Sarkozy, s'en est pris avec



Photo : DR

François Hollande a rendu hommage mercredi aux victimes de la répression de la manifestation du 17 Octobre 1961 à Paris.

une rare violence verbale à Hollande, dont il a fustigé la décision. «Ce n'est pas au

président de la République de tenir ce discours de culpabilité (...) j'en ai assez que tous les quinze jours, la France se découvre une nouvelle responsabilité, mette en avant sa responsabilité historique permanente», a-t-il fulminé sur Radio Europe1. François Fillon, qui est en campagne pour la présidence de l'UMP, principal parti de droite en France, a estimé par ailleurs que «soit on met tout sur la table, soit on ne le fait pas».

Fillon a, à l'occasion, ressassé le discours cher à la droite, en évoquant «les crimes en Algérie après l'indépendance, les massacres des harkis» ainsi que des «archives algériennes qui, a-t-il dit, n'ont jamais été ouvertes».

Aussi a-t-il réclamé que celles-ci soient ouvertes et mises à la disposition des historiens. Même levée de boucliers contre Hollande de la part de l'extrême droite. Marine Le Pen, présidente du Front national, s'est élevée elle aussi contre la décision du président de la République française de reconnaître les massacres du 17 Octobre 1961.

S. A. I.

Avancée incontestable qui en appelle d'autres

C'est incontestablement une avancée que le communiqué du président François Hollande sur les massacres du 17 Octobre 1961. Jusque-là et donc après plus d'un demi-siècle de déroulement de ces massacres, les différents pouvoirs qui se sont succédé en France – de droite mais aussi de gauche – ont tour à tour pratiqué l'omerta sur cette journée de crimes comme sur tous les autres crimes perpétrés par le système colonial d'alors. Acte sans doute courageux du chef de l'Etat français actuel qui a fait monter au créneau les nostalgiques de l'Algérie française – ce qui était évidemment attendu – mais communiqué dont la forme et le contenu très subtilement rédigés posent quelques interrogations. Décryptage.

Il faut revenir au contenu complet du communiqué du président français émis mercredi 17 octobre 2012 pour en mesurer la portée et en déceler les manques. Textuellement, il y est dit : «Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression.

La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes.» C'est là tout le contenu de ce communiqué pour le moins lapidaire — 44 mots — mais dont la densité ne souffre d'aucun doute.

Le socle du texte se trouve dans la «République reconnaît avec lucidité ces faits». La reconnaissance est bien là, elle est expressément posée et elle émane de la République au nom de laquelle François Hollande s'exprime.

Il n'y a, ce faisant, aucune équivoque, même si en réaction au communiqué de Hollande, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Christian Jacob, s'est fendu d'un communiqué indigné où il demande, entre autres, au président de la République de «préciser si son simple et très court communiqué vaut reconnaissance de la

responsabilité de la France».

La réponse à la question du député est non seulement dans le communiqué lui-même de Hollande mais aussi dans le classement de ce communiqué dans la rubrique «Etat et Institutions» du site officiel de l'Elysée. Là où il pourrait y avoir équivoque, c'est bien dans le terme de «lucidité».

La lucidité dont parle François Hollande et évoquée plus tôt cette même journée de mercredi dernier par Bertrand Delanoë lors de la cérémonie de commémoration sur le pont Saint Michel, fait penser d'abord que ce communiqué, très subtil et aux mots très pesés, n'est pas le fait de Hollande seul, mais que son contenu a été examiné, trituré puis adopté par ceux qui ont encouragé à cette reconnaissance officielle dont Delanoë qui y travaille depuis des années.

Quant au fond, l'emploi du terme lucidité est là pour convaincre certainement les Français que cette démarche de reconnaissance est l'aboutissement réfléchi, clairvoyant et non un acte conjoncturel, opportuniste que certains ont lié à la prochaine visite en Algérie du président Hollande, traitant la position de ce dernier «d'opportuniste».



Photo : DR

Une répression sanglante s'est abattue sur les Algériens.

Autre élément marquant une véritable rupture avec la position de tous les gouvernements antérieurs à celui de Hollande est, bien évidemment, la qualification de la tragédie du 17 Octobre 1961 de «sanglante répression» : c'est bien la première fois que ce qui s'est passé est qualifié de sanglant et que l'on rajoute «répression», autrement dit des actes sanglants commis par une autorité de l'Etat sur les manifestants pacifiques algériens, reconnus et qualifiés enfin dans le communiqué de «victimes».

Toutefois, et à aucun moment, cette reconnaissance n'est replacée dans son contexte de l'époque, à savoir une répression coloniale exercée non seulement en Algérie occupée et dans d'autres pays, mais

aussi dans l'Hexagone. A aucun moment aussi, le communiqué n'évoque des excuses de l'Etat, seul «un hommage» est signifié pour les victimes, comme il n'évoque pas non plus le nombre de victimes, dont la version officielle française a toujours présenté jusque-là leur nombre à trois.

Cependant, il faut bien reconnaître et insister sur le fait que c'est la première fois que la plus haute autorité de l'Etat français reconnaît la responsabilité de la France dans les massacres d'Algériens demandant leur indépendance, une exigence implicitement présentée dans le communiqué comme légitime.

Cette reconnaissance est-elle suffisante ? Certainement pas, mais elle constitue sans

aucun doute un grand pas qui devra être suivi par d'autres avancées sur ce que fut le régime colonial français et ses méfaits.

Pour l'instant, force est de constater que cette reconnaissance à quelques semaines de la visite d'Etat de Hollande en Algérie est une coïncidence bien heureuse qui va détendre l'atmosphère des rencontres entre les deux parties, qui ne vont pas aller sans difficultés eu égard notamment au lourd différend qui oppose les deux parties sur le Mali — quoi qu'en disent Manuel Valls et toutes les autorités qui l'ont reçu à Alger — et sur d'autres dossiers toujours sensibles comme l'accord bilatéral de 1968.

Khadidja Baba-Ahmed